

ARRÊTÉ 2023/UPF- 07

Ouverture et organisation des élections partielles CA-CR-CFVU
du 1^{er} mars 2023

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L.712-2, D.719-1 à D.719-40,
Vu le décret n°99-445 du 31 mai 1999 portant création de l'Université de la Polynésie française,
Vu les statuts de l'université de la Polynésie française,

Après consultation du comité électoral consultatif réuni le 31 janvier 2023,

Le Président de l'université,

ARRÊTE,

ARTICLE 1 : Calendrier des opérations électorales

Le calendrier des opérations électorales pour les élections partielles des représentants des usagers et du personnel au conseil d'administration, à la commission de la recherche, et à la commission de la formation et de la vie universitaire est fixé comme suit :

31 janvier 2023	Réunion du comité électoral consultatif (CEC)
8 février 2023	Affichage de l'arrêté d'ouverture des élections et affichage des listes électorales
13 février 2023 (8h) – 23 février 2023 (12h)	Période de dépôt des candidatures
23 février 2023 (16h)	Date limite d'inscription sur les listes électorales pour les électeurs non-inscrits d'office
24 février 2023	Affichage des listes de candidats
28 février 2023 (12h)	Date limite d'enregistrement des procurations
1^{er} mars 2023 (9h à 15h)	Date du scrutin pour les représentants des usagers et du personnel
3 mars 2023	Date limite de proclamation des résultats par le Président et publicité des résultats
6 mars 2023	Date limite de saisine de la commission de contrôle des opérations électorales (COCOE)

ARTICLE 2 : Sièges à pourvoir

Les élections concernent les instances suivantes :

1. CONSEIL D'ADMINISTRATION :

- 1 siège dans le collège A - professeurs et personnels assimilés ;
- 1 siège dans le collège B – maîtres de conférences et personnels assimilés ;
- 4 sièges titulaires dans le collège des usagers.

2. CONSEIL ACADÉMIQUE ;

➤ Commission de la formation et de la vie universitaire

- 8 sièges titulaires dans le collège des usagers.

➤ Commission de la recherche

- 2 sièges titulaires dans le collège 7 - usagers régulièrement inscrits à l'UPF dans une formation de troisième cycle.

En application de l'article L.719-1 du Code de l'éducation, le remplacement des membres dont le siège devient vacant est effectué pour la durée du mandat restant à courir.

ARTICLE 3 : Collèges électoraux

Conformément aux articles D. 719-5 à D. 719-6-1 du Code de l'éducation, les collèges électoraux sont déterminés comme suit :

3.1 Collèges électoraux du conseil d'administration (CA) et de la commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU) du conseil académique (CAc)

A) Personnels enseignants-chercheurs, chercheurs et enseignants

Les personnels enseignants-chercheurs, chercheurs et enseignants se répartissent entre les collèges A et B selon les modalités fixées par le I de l'article D.719-4 du Code de l'éducation, sous réserve de remplir les conditions formulées par l'article D.719-9 de ce même code. Les personnels scientifiques des bibliothèques font partie du collège B, ils sont rattachés au secteur LLSH.

B) Usagers

Le collège comprend les personnes régulièrement inscrites à l'UPF en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours, ainsi que les personnes bénéficiant de la formation continue, sous réserve qu'elles soient régulièrement inscrites en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours. Font également partie du collège les auditeurs libres, sous réserve qu'ils fassent la demande de leur inscription sur la liste électorale des usagers, au plus tard 5 jours francs avant le jour du scrutin.

C) Personnels BIATSS

Le collège comprend les personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers et de service, les personnels des bibliothèques (autre que les personnels scientifiques des bibliothèques) et les personnels des services sociaux et de santé.

Font partie du collège les personnels titulaires qui sont affectés en position d'activité dans l'établissement ou qui y sont détachés ou mis à disposition, sous réserve de ne pas être en congé de longue durée.

Les agents non titulaires font également partie du collège sous réserve d'être affectés dans l'établissement et de ne pas être en congé non rémunéré pour raisons familiales ou personnelles. Ils doivent en outre être en fonctions dans l'établissement à la date du scrutin pour une durée minimum de dix mois et assurer un service au moins égal à un mi-temps.

3.2 Collèges électoraux de la commission de la recherche (CR) du conseil académique (Cac)

A) Collège 1 : professeurs des universités et personnels assimilés selon les modalités de l'article D. 719-4 du code de l'éducation : professeurs des universités; professeurs des universités associés, invités ou en délégation à l'UPF; personnels d'autres corps de l'enseignement supérieur assimilés aux professeurs; chercheurs du niveau des directeurs de recherche des établissements publics de recherche et chercheurs remplissant des fonctions analogues; agents contractuels recrutés en application de l'art. L.954-3 du Code de l'éducation.

B) Collège 2 : personnels habilités à diriger des recherches ne relevant pas du collège 1. Les titulaires d'un doctorat d'État relèvent de ce collège.

- C) Collège 3 : personnels pourvus d'un doctorat, ne relevant pas des collèges précédents : personnels titulaires d'un doctorat (réglementation postérieure à 1984) ; d'un doctorat de 3e cycle (réglementation antérieure à 1984) et du diplôme de docteur-ingénieur (réglementation antérieure à 1984).
- D) Collège 4 : autres enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs et personnels assimilés. Les titulaires d'un doctorat d'université ou d'un doctorat d'exercice relèvent de ce collège.
- E) Collège 5 : personnels ingénieurs et techniciens n'appartenant pas aux collèges précédents : personnels ingénieurs de recherche ; ingénieurs d'étude ; les assistants ingénieurs et les techniciens ne relevant pas des collèges précédents. Les agents contractuels recrutés pour assurer l'une de ces fonctions font également partie de ce collège.
- F) Collège 6 : ce collège comprend tous les autres personnels mentionnés à l'article D.719-4 du Code de l'éducation, n'appartenant pas aux collèges précédents : personnels administratifs, ouvriers de service, de bibliothèque autre que scientifiques, personnels des services sociaux et de santé, ne relevant pas des collèges précédents. Les personnels scientifiques des bibliothèques ne font pas partie de ce collège mais d'un des collèges précédents selon le diplôme qu'ils détiennent.
- G) Collège 7 : usagers régulièrement inscrits à l'UPF en vue de préparer un diplôme de 3e cycle (doctorants) : usagers inscrits dans une formation de 3e cycle relevant de l'article L.612-7 du Code de l'éducation.

ARTICLE 4 : Mode de scrutin

Les élections du 1^{er} mars 2023 s'effectuent au scrutin de liste à un tour, avec représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage.

Lorsqu'il n'y a qu'un seul siège à pourvoir au sein d'un collège, l'élection s'effectue au scrutin majoritaire uninominal à un tour.

ARTICLE 5 : Listes électorales

L'inscription sur les listes électorales conditionne la participation au scrutin. Le président de l'UPF établit une liste électorale par collège.

Après que les listes électorales ont été arrêtées, toute personne remplissant les conditions pour être électeur – incluant, le cas échéant, celle d'en avoir fait la demande au plus tard cinq jours francs avant la date du scrutin – qui constaterait que son nom ne figure pas sur la liste électorale du collège dont elle relève, peut demander au secrétariat de la Présidence (au besoin par voie électronique : secretariat-president@upf.pf) de faire procéder à son inscription, y compris le jour de scrutin. En l'absence de demande effectuée au plus tard le jour du scrutin, elle ne peut plus contester son absence d'inscription sur la liste électorale.

Les listes électorales sont affichées, au moins vingt jours francs avant la date prévue pour le scrutin, au bâtiment A, à la bibliothèque universitaire, à l'INSPE, au bâtiment de la Présidence et à l'entrée des bureaux de vote le jour du scrutin, sur l'ENT et sur le site internet de l'université.

ARTICLE 6 : Candidatures et procédure de dépôt de liste

6.1 Informations générales

Pour les élections à chacun des conseils, tous les électeurs régulièrement inscrits sur les listes électorales sont éligibles au sein du collège dont ils sont membres. Nul ne peut être élu à plus d'un conseil d'administration d'université.

Conformément au calendrier électoral fixé ci-dessus, la période de dépôt des candidatures est fixée, pour les élections des usagers et des représentants du personnel, du 13 février 2023 (8h) au 23 février 2023 (12h).

Le dépôt des candidatures est obligatoire.

Les candidatures doivent être déclarées au moyen du « Formulaire de déclaration de candidature », disponible en version numérique et papier. Les listes sont accompagnées d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat et, le cas échéant, du programme de la liste ou du candidat (ou d'une profession de foi).

Le formulaire original de déclaration de candidature ainsi que les déclarations individuelles de candidature qui les accompagnent doivent être signés par les candidats et envoyés, avec les éventuels programmes ou professions de foi, par courriel à l'adresse : secretariat-president@upf.pf, ou déposés au secrétariat du président aux horaires d'ouverture du service (1er étage du bâtiment de la Présidence). Les candidats pour les collèges des usagers doivent fournir une copie de leur carte étudiant ou un certificat de scolarité. Un accusé de réception est adressé en retour.

Sur chaque liste, les candidats sont classés par ordre préférentiel. Chaque liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe. Cette notion d'alternance ne doit pas être confondue avec une obligation de parité. Ainsi, la règle de l'alternance n'implique pas de prévoir un nombre pair de candidats sur une liste. Par exemple, une liste de 3 candidats est recevable dans la mesure où elle est composée comme suit : Femme/Homme/Femme ou Homme/Femme/Homme. Dans le cadre d'un scrutin uninominal (et non d'un scrutin de liste), la règle de l'alternance d'un candidat de chaque sexe ne trouve pas à s'appliquer (cas d'un seul siège à pourvoir).

Pour les élections des représentants des enseignants-chercheurs et des personnels assimilés, un seul siège étant à pourvoir dans chaque collège concerné, seules des candidatures individuelles peuvent être présentées.

Pour l'élection des représentants des usagers, la liste comprend un nombre de candidats au maximum égal au double du nombre des sièges de membres titulaires à pourvoir. Les listes peuvent être incomplètes dès lors qu'elles comportent un nombre de candidats au moins égal à la moitié du nombre des sièges de membres titulaires et suppléants à pourvoir et qu'elles sont composées alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Le nombre de candidats présents sur une liste ne peut excéder le nombre de sièges à pourvoir.

Pour l'élection des représentants des usagers au conseil d'administration, chaque liste doit assurer la représentation d'au moins deux des trois grands secteurs de formation de l'UPF (DEG, LLSH et STS). Les étudiants inscrits en DAEU sont rattachés au secteur LLSH.

Chaque liste doit comporter le nom d'un délégué, qui est également candidat, afin de représenter la liste au sein du comité électoral consultatif, si nécessaire.

Les candidats sont invités à déposer leur candidature au moins deux jours avant la date limite de dépôt afin de leur permettre de retirer leur candidature en cas de besoin. Aucune candidature ne peut être déposée, modifiée ou retirée après la date limite prévue à l'alinéa précédent.

Les listes enregistrées sont immédiatement affichées à l'expiration du délai de rectification.

6.2 Soutiens

Les candidats peuvent préciser leur appartenance syndicale ou le(s) soutien(s) dont ils bénéficient sur leur déclaration de candidature et sur leur programme. Les mêmes précisions figurent sur les bulletins de vote.

6.3 Personne habilitée à déposer une candidature

Le dépôt ou l'envoi de la liste de candidature et des déclarations individuelles de candidature peut être effectué par une personne autre que le candidat lui-même, personnel ou usager de l'établissement, sur présentation d'une pièce d'identité.

6.4 Campagne électorale

Le président de l'UPF assure une stricte égalité entre les listes de candidats, notamment en ce qui concerne la répartition des emplacements réservés à l'affichage électoral et, le cas échéant, l'attribution de salles de réunion ou la mise à disposition de matériel électoral. Ces dispositions concernent également le recours au site de l'UPF, aux listes de diffusion ou à l'ENT.

L'information des électeurs sur les candidatures est assurée par :

- les listes, déclarations de candidatures et les programmes ainsi que les bulletins de vote. Sur chacun de ces documents, les candidats peuvent indiquer leur appartenance syndicale ou le soutien dont ils bénéficient ;
- un affichage de ces listes dans l'établissement et sur le site de l'UPF ;
- éventuellement des réunions organisées par les candidats ;

- l'envoi par le secrétariat du président aux électeurs du collège des usagers des professions de foi par voie électronique.

La propagande est autorisée sur les panneaux d'affichage à l'entrée du bâtiment A de l'UPF, du 23 février 2023 (8h) au 1^{er} mars 2023 (15h) pour l'élection des représentants des usagers.

Pendant le scrutin, la propagande est autorisée, à l'exception des salles où sont installés les bureaux de vote. Le président ou le directeur de l'établissement assure une stricte égalité entre les listes de candidats.

ARTICLE 7 : Contrôle de l'éligibilité des candidats

Il appartient au président de l'UPF de vérifier l'éligibilité des candidats au moment du dépôt des candidatures. S'il constate l'inéligibilité d'un candidat, il consulte, pour avis, le comité électoral consultatif et, le cas échéant, demande qu'un autre candidat soit substitué au candidat inéligible dans un délai maximum de deux jours francs. À l'expiration de ce délai, le président rejette la candidature par décision motivée.

ARTICLE 8 : Déroulement des scrutins du 1^{er} mars 2023

Les bureaux de vote pour les élections des usagers et des représentants du personnel sont tenus le mercredi 1^{er} mars de 9h à 15h, dans le Hall du bâtiment A du campus.

Le vote est secret et se fait par collège. Après vérification de son identité, chaque électeur passe par l'isoloir avec les bulletins de vote, puis met dans l'urne son bulletin de vote préalablement introduit dans une enveloppe. Le vote de chaque électeur est constaté par sa signature apposée à l'encre sur la liste d'émargement en face de son nom.

ARTICLE 9 : Procurations

Les électeurs qui ne peuvent voter personnellement ont la possibilité d'exercer leur droit de vote par un mandataire, en lui donnant procuration écrite pour voter en leur lieu et place.

Le mandataire doit être inscrit sur la liste du même collège que le mandant.

Nul ne peut être porteur de plus de deux procurations par instance.

Une procuration unique peut être établie pour le scrutin dans plusieurs instances.

Chaque procuration est établie sur un imprimé numéroté par le bureau des affaires juridiques de l'UPF. Le mandant doit justifier de son identité lors du retrait de l'imprimé, au besoin en scannant sa pièce d'identité. La demande de procuration et la procuration écrite lisiblement doivent mentionner les nom et prénom du mandataire et la ou les instances pour le scrutin desquels le mandant donne sa procuration. La procuration est signée par le mandant. Elle ne doit être ni raturée, ni surchargée. La procuration, qui peut être établie jusqu'à la veille du scrutin (heure limite : 12h), est enregistrée par le bureau des affaires juridiques. Aucun enregistrement de procuration n'est possible le jour du scrutin.

Le retrait de l'imprimé établissant la procuration peut se faire par voie électronique à l'adresse affaires-juridiques@upf.pf.

Le bureau des affaires juridiques établit et tient à jour une liste des procurations précisant les mandants et les mandataires. Le jour du scrutin, le mandataire doit être en possession du ou des procurations dont il est porteur et les présenter avant de voter. Pour les scrutins des représentants des usagers, le mandataire doit aussi présenter une copie de la carte étudiant (ou certificat de scolarité) de son mandant.

ARTICLE 10 : Dépouillement

Le dépouillement est public, il a lieu le jour du scrutin à partir de 15h, sur place, en présence du président du bureau de vote et des assesseurs.

Le bureau de vote s'adjoint des scrutateurs pour le dépouillement. Les scrutateurs sont des électeurs désignés par le bureau de vote le jour du scrutin, avant le dépouillement. Ils sont au nombre minimum de trois par scrutin et

peuvent, le cas échéant, être désignés parmi les candidats présents sur les listes. L'identité des scrutateurs figure sur le procès-verbal de dépouillement.

À l'issue des opérations électorales, chaque bureau de vote dresse un procès-verbal de dépouillement qui est remis au président de l'UPF.

Dans les trois jours francs suivant le scrutin, le président de l'UPF procède à la proclamation des résultats par arrêté.

ARTICLE 11 : Recours devant la commission de contrôle des opérations électorales (COCOE)

La COCOE peut être saisie au plus tard le cinquième jour suivant la proclamation des résultats par arrêté du président de l'UPF. Elle dispose de quinze jours pour statuer à compter de sa saisine.

La commission peut être saisie par les électeurs, le président de l'université ou le vice-recteur. Elle ne peut s'autosaisir.

ARTICLE 12 : Recours devant le tribunal administratif

Tout électeur ainsi que le président de l'Université et le vice-recteur ont le droit d'invoquer l'irrégularité ou la nullité des opérations électorales devant le tribunal administratif de la Polynésie française.

Ce recours n'est recevable que s'il a été précédé d'un recours préalable devant la COCOE.

Le tribunal administratif doit être saisi au plus tard le sixième jour suivant la décision de la COCOE.

Le tribunal administratif statue dans un délai maximum de deux mois.

ARTICLE 13 : Publicité

La publicité du présent arrêté est assurée dans les conditions suivantes :

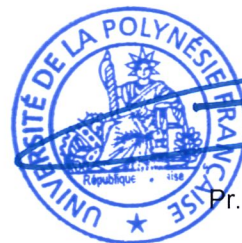
- Affichage sur les sites : bâtiment A, bibliothèque Universitaire, INSPE, bâtiment de la présidence et à l'entrée des bureaux de vote,
- Mise en ligne sur l'ENT et le site internet de l'UPF,
- Communiqué par courriel aux électeurs.

ARTICLE 14 : Exécution

La directrice générale des services de l'université de la Polynésie française est chargée de l'exécution du présent arrêté.

À Punaauia, le 7 février 2023.

Le Président,



Pr. Patrick CAPOLSINI